

JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL

[Imprimer](#)

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

ARRETE MINISTERIEL n° 11512 MFPTEOP-DTSS en date du 11 décembre 2009

ARRETE MINISTERIEL n° 11512 MFPTEOP-DTSS en date du 11 décembre 2009 fixant, en application de l'article L 100 du Code du Travail, les modalités de communication, de dépôt et d'affichage du règlement intérieur, ainsi que le nombre de travailleurs de l'établissement au dessus duquel l'existence de ce règlement intérieur est obligatoire.

Article premier. - Un règlement intérieur est obligatoire dans tous les établissements industriels, commerciaux et agricoles employant habituellement plus de dix travailleurs au moins.

On entend par travailleur celui visé à l'article L2 du Code du Travail, à l'exclusion de toute autre personne collaborant à la marche de l'entreprise et en particulier des personnes occupant un emploi permanent d'un cadre d'une administration publique.

Art. 2. - Dans les entreprises comportant plusieurs établissements il pourra être établi, pour chaque établissement ou partie d'établissement, un règlement intérieur annexe comportant des dispositions particulières.

Au sens de l'article L2 du Code du Travail, l'entreprise comprend un ou plusieurs établissements formés d'un groupe de personnes travaillant en commun en un lieu déterminé (usine, local ou chantier) sous une autorité commune représentant l'entreprise. Un établissement unique et indépendant constitue à la fois une entreprise et un établissement.

Art. 3. - Le chef d'établissement doit communiquer un exemplaire du règlement intérieur aux délégués du personnel.

Cette communication s'effectue soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par cahier de transmission, soit par tout autre procédé permettant de certifier la communication et de lui donner date certaine. Quinze jours après la communication du règlement intérieur aux délégués, l'Employeur tient une réunion pour recueillir leurs avis consultatifs et observations.

Art. 4. - Dans un délai de trois jours après la réunion avec les délégués, le chef d'établissement doit adresser à l'inspecteur du travail et de la sécurité sociale du ressort :

- ▶ le règlement intérieur établi en double exemplaire avec mention qu'une copie a été remise aux délégués du personnel et l'indication de la date de réception de cette copie par les délégués du personnel ;
- ▶ le compte rendu de la réunion dressé par l'employeur, avec mention des observations formulées par les délégués, et éventuellement, les considérations qui ont pu motiver le rejet par l'employeur de tout ou partie de ces observations.

Art. 5. - Dans les quinze jours qui suivent cet envoi, l'inspecteur du travail et de la sécurité sociale du ressort communique son avis au chef d'entreprise en requérant, s'il y a lieu, le retrait ou la modification des dispositions contraires aux lois et règlements en vigueur.

Art. 6. - Dans un délai de quinze jours suivant la réception de l'avis de l'inspecteur du travail et de la sécurité sociale du ressort, ou l'expiration du délai fixé à l'article 5 ci-dessus, le chef d'entreprise, après prise en compte des observations de ladite autorité administrative, procède au dépôt du règlement du règlement intérieur en double exemplaire au secrétariat du Tribunal du travail du siège de l'entreprise, s'il en existe, à défaut, au greffe du Tribunal départemental. Un exemplaire paraphé est adressé, sous deux jours francs, à l'inspecteur du travail et de la sécurité sociale du ressort, par les soins du secrétariat du greffier du Tribunal.

Art. 7. - Le règlement intérieur est affiché à une place convenable, visible et aisément accessible aux travailleurs, à l'entrée des locaux où se fait l'embauche et dans les lieux où le travail est effectué.

Il doit être tenu constamment en bon état de lisibilité.

Art. 8. - Le règlement intérieur doit indiquer la date à partir de laquelle il entre en vigueur. Cette date doit être postérieure de deux semaines, au moins, au dépôt prescrit par l'Article 7 ci-dessus.

Art. 9. - Le règlement intérieur doit être rédigé en français. Sa traduction verbale dans les diverses langues nationales est assurée par les délégués du personnel, une seule fois le jour où l'employeur procède à l'affichage prévu à l'Article 8 du présent arrêté. La traduction au moment de l'affichage est effectuée pendant le temps de travail et ne saurait excéder une durée de deux heures. Le temps pendant lequel le travailleur assiste à la traduction est considéré et rémunéré comme temps de travail.

L'employeur, peut aussi, parallèlement, à son initiative, prendre des dispositions opportunes pour assurer la traduction et la vulgarisation du règlement intérieur.

Art. 10. - Les chefs d'établissement ne disposant pas encore de règlement intérieur sont tenus de se conformer aux dispositions du présent arrêté dans les trois mois suivant la publication du présent arrêté.

Les règlements intérieurs, établis antérieurement à la publication du présent arrêté demeurent en vigueur.

Art. 11. - Les services publics sont soumis aux dispositions du présent arrêté pour tout le personnel qui n'est pas nommé dans un emploi permanent d'un cadre d'une administration publique.

Art. 12. - Les auteurs d'infraction au présent arrêté seront punis des peines prévues par le Code du Travail et par le décret n° 62-017 du 22 janvier 1962.

Art. 13. - Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées, notamment l'arrêté ministériel 74-MFPT-DTSS du 4 janvier 1968.

Art. 14. - Le Directeur du Travail et de la Sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel.

<http://www.jo.gouv.sn>